

Bureau des enquêtes indépendantes  
**Une plus grande transparence pour avoir confiance**

**Montréal, le 29 octobre 2019** –Devant la décision du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) de ne pas porter d'accusation contre les policiers impliqués dans la mort de Riley Fairholm, qui avait 17 ans lorsqu'il a été abattu par des agents de la Sûreté du Québec à Lac-Brome en 2018, la Ligue des droits et libertés (LDL) rappelle qu'une plus grande transparence du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) permettrait aux proches et la population de mieux comprendre cette décision.

« Si un résumé exhaustif du rapport d'enquête du BEI sur la mort du jeune homme était rendu public suivant la décision du DPCP, comme nous le demandons depuis des années, la compréhension de cette décision ne serait pas uniquement un privilège du DPCP et du BEI. Surtout quand on sait que la mère de Riley, Mme Tracy Wing, s'est tournée il y a quelques mois vers le Commissaire à la déontologie policière, jugeant que BEI, le DPCP et la Sûreté du Québec manquaient de transparence à propos des circonstances entourant la mort de son fils! », déclare Eve-Marie Lacasse, de la LDL.

Depuis plusieurs semaines, la Ligue des droits et libertés et la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP) réclament au gouvernement du Québec qu'une commission parlementaire soit tenue afin de discuter du bilan des trois premières années d'enquêtes du BEI pour améliorer les mécanismes d'enquêtes indépendantes.

« Ce cas démontre bien l'opacité qui colle au BEI. Le Québec n'a toujours pas un mécanisme d'enquête sur la police qui permettrait que la population et les proches des victimes d'intervention policière puissent avoir vraiment confiance en ce mécanisme d'enquête », déplore Mme Lacasse.

**À propos de la Ligue des droits et libertés**

La LDL est un organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

-30-

**Pour informations et entrevues :**

Elisabeth Dupuis, Responsable des communications de la Ligue des droits et libertés  
C : 514-715-7727